



Appel du CEF



Fédération nationale des travailleurs de l'État

263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr

JOURNÉE D'ACTION DU 22 MARS TOUS CONCERNÉS, TOUS MOBILISÉS, TOUS EN GRÈVE !

Après la journée internationale des femmes du 8 mars, après la journée des retraités du 15 mars, les organisations syndicales de la fonction publique et de la SNCF, ainsi que plusieurs entreprises du secteur privé, appellent à l'action pour la journée du 22 mars et nous avons toutes les raisons de nous y associer car l'ensemble de notre champ fédéral est concerné. La hausse annoncée du budget de la défense ne se traduira pas forcément par une augmentation des activités et des emplois dans tous les établissements, qu'ils soient publics ou privés. Au ministère des armées en effet, de nouvelles restructurations sont évoquées dans le secteur industriel, des projets de regroupements d'entreprises, tant au niveau national qu'europpéen, pourraient mettre à mal nombre de sites et établissements.

Voilà pourquoi, quel que soit notre statut et notre lieu de travail, nous remplissons tous des missions de service public et nous refusons toutes les mesures d'austérité annoncées.

Pour nos personnels à statut fonctionnaire et nos contractuels :

Réductions d'effectifs, individualisation des salaires, retour de la journée de carence....

Après la RGPP de Nicolas SARKOZY et la MAP de François HOLLANDE, voici l'action publique d'Emmanuel MACRON qui vise à développer la rémunération au mérite, supprimer 120.000 postes et remettre en cause des missions publiques. Recrutements sans concours et précarisation des postes sont un détournement des valeurs et principes même du statut général de la fonction publique

Pour nos ouvriers de l'état :

Recrutements limités, salaires gelés, conditions de travail dégradées....

Depuis la fin de l'indexation des décrets salariaux sur la métallurgie parisienne et la suppression de 54 professions, la situation s'aggrave pour leur pouvoir d'achat et leurs missions. La polyvalence devient monnaie courante et cette année encore le taux d'avancement est loin de correspondre à leurs besoins.

Pour nos salariés sous convention collective :

Ces salariés remplissent depuis toujours des missions de service public....

Ils sont confrontés depuis des décennies à ces politiques, que la nouvelle loi de programmation militaire 2019/2025 risque encore d'aggraver. En matière de salaires, les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) se succèdent et se ressemblent, sans répondre à leurs besoins légitimes.

Pour nos retraités :

Hausse de la CSG, pouvoir d'achat amputé, systèmes de retraites en danger....

Les spécialistes du libéralisme considèrent que la retraite et les retraités sont une charge pour la société. La CGT pense tout le contraire car l'appauvrissement des retraités entraîne inévitablement de nouveaux reculs sociaux. Le projet MACRON va encore aggraver cette situation et c'est inacceptable ! Nous n'accepterons pas une retraite individualisée par point, un système par capitalisation fonctionnant comme une assurance privée et dont le niveau des pensions serait soumis aux aléas des marchés boursiers et l'âge de départ en retraite à l'espérance de vie.

Tous ensemble, disons non à cette politique de régression sociale,

Refusons la remise en cause du statut du SIAé et des missions de service public,

N'acceptons pas la diminution de l'offre de santé,

Exigeons des recrutements à statuts et l'augmentation des salaires et des pensions,

Revendiquons et proposons la mise en place d'un Pôle Public National de Défense.

Combattons l'abandon des missions et vocations des industriels de défense, notamment chez Naval- Group et GIAT- Nexter dont les premières vocations sont de répondre aux besoins de l'Armée Française.

Les politiques du gouvernement attaquent l'ensemble des droits collectifs des salariés, actifs, jeunes, retraités, comme le font les fédérations de l'enseignement et les syndicats de la jeunesse par une mobilisation pour le maintien du BAC comme diplôme national et le droit de choisir sa filière universitaire ; Comme le font les fédérations de cheminots et de l'énergie pour défendre le statut public de leur entreprise et par la même le statut des agents :

Ensemble, mobilisons-nous Jeudi 22 Mars,

Tous en Grève et dans les Manifestations,

Ne lâchons rien, Nous les ferons reculer !

Montreuil, le 7 mars 2018